

LE COURANT À L'OPPOSÉ DU GHETTO...

Une polémique entre le groupe ASRAS et le groupe Fernand Pelloutier serait dénuée d'intérêt si elle ne nous fournissait l'occasion de préciser nos explications. Signalons au surplus, pour une relation objective des circonstances, que le groupe Pelloutier n'a rien à voir avec l'ASRAS, ni aucun compte à lui rendre puisque, après avoir tenté de résorber nos divergences, nous dûmes quitter l'ASRAS en 72 par suite de manipulation d'un de nos articles destiné au journal "Solidarité Ouvrière". Ce fait montre déjà à l'évidence combien différent nos conceptions des "pratiques" anarcho-syndicalistes.

Mais sans contester la relation étroite entre les méthodes et l'orientation d'une politique, c'est sur ce dernier point qu'il nous a semblé plus intéressant d'insister.

Au-delà de la condamnation infligée par l'ASRAS au sujet des élections au Bureau National du S.N.I., cherchons à comprendre ce qu'on nous reproche de ne pas avoir fait positivement. C'est facile: les anarcho-syndicalistes, n'ayant pas de tendance nationale organisée à la F.E.N., ne pouvaient présenter au B.N. leurs propres candidats; la seule possibilité qu'ils avaient de participer à ces élections (à moins d'en nier l'importance) était de se prononcer en faveur d'une des 5 listes en présence: U.I.D., U. et A., F.U.O., E.E. et Rénovation Syndicale (ces deux dernières tendances n'en faisant qu'une dans maints départements dont la Loire-Atlantique, voire dans certains syndicats nationaux comme le S.N.E.S.).

En procédant par élimination, on a vite fait de comprendre que l'ASRAS reproche implicitement aux anarcho-syndicalistes de Loire-Atlantique de ne pas avoir appuyé la liste gauchiste E.E.

On ne saurait mieux faire en l'occurrence que de publier la photocopie du texte que le groupe E.E. de Loire-Atlantique adressait au bulletin départemental du S.N.I. à l'occasion de ces élections:

Extrait du bulletin du S.N.I. de Loire Atlantique:

Le Conseil syndical, en présence du texte ci-dessous proposé pour la publication dans le bulletin, appelle l'attention des syndiqués sur le fait que tous les autres textes, tout en exprimant des orientations différentes, affirment leur attachement primordial à la défense de l'organisation syndicale.

Ce texte veut abuser de nos traditions de démocratie ouvrière pour exprimer son mépris du syndicat et tenter de le discréditer.

Néanmoins, et bien que les règles de la démocratie syndicale ne nous y contraignent pas, le Conseil syndical unanime, confiant dans le jugement des syndiqués et pour leur information, décide la publication du texte.

Ecole Emancipée, Déclaration départementale,

Toi qui a voté pour le Programme Commun

me mets pas tous tes œufs dans le même panier, vote Ecole Emancipée.

A la vitesse où vont les événements: incendie de C.E.S., enlèvement de cercueil, déclarations - d'impôts, - d'amour (Sheila), - de paix, - de candidats au crétinisme parlementaire, - d'avortements laïques, obligatoires et gratuits, - ce texte risque d'être périmé avant d'avoir été compris.

Départementalement nous avons refusé, l'an dernier, de cautionner plus longtemps le petit jeu démocratique syndical.

Nationalement, nous sommes obligés d'en accepter les règles pour pouvoir amortir (ne prend qu'un "m", on ne meurt qu'une fois - cf Bled. p. 44) nos cotisations. En effet (prend deux "f", car on a deux fesses - cf. Obadia, p.69) seules les tendances ayant des élus au bureau national (votez E.E.) voient voluptueusement s'entrouvrir... les

rare colonnes de l'École libératrice. Les camarades du F.U.O.. qui n'ont pas d'élus au bureau national, en savent quelque chose.

Ouliac s'insurge contre certaines publications d'Unité et Action, en proclamant que notre organisation UNITAIRE permet aux tendances de s'exprimer, alors que l'École libératrice ne publie que 3 tribunes libres par an et des comptes rendus très tronqués des réunions du bureau national.

Avez-vous remarqué notre "faire-plaie" envers nos frères ennemis? Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil... MAIS VOTEZ PAS POUR EUX NOM DE DIEU... VOTEZ E.E.!

En 44, les camarades Majos élus et par conséquent responsables trouvent sans doute cette forme de non-expression atTRAYANTE (ah! les vaches!) en s'ingéniant à faire avorter (ont-ils signé le manifeste?) la tribune libre départementale:

- Dépôt des textes un mois avant la parution du bulletin;

- A ce jour, deux bulletins avec une tribune libre;

- Tribune libre se transformant en "MENIE SIMBRON VOUS RÉPOND". Les arguments employés sont à l'image du maître catéchisant du haut de sa chaire les élèves s'égarant du juste chemin: Réponse à "X"... "d'ailleurs beaucoup l'avaient compris"... C.Q.F.D.: "X est un CON".

Réponse à "Y": "Notre camarade Y aura un effort tout particulier à accomplir pour comprendre"... C.Q.F.D.: "Y est un CON".

Où Simbron passe, l'ignorance trépassé.

Oui, le Sauveur Suprême existe, je l'ai rencontré dans le bulletin du S.N.I. 44, numéro 3.

Cet état de faits nous a contraints à publier notre propre bulletin départemental sans publicité ni prélèvements de cotisations syndicales. Ce bulletin est UNIQUEMENT UNE TRIBUNE LIBRE ouverte à tous ceux qui ne monopolisent pas la presse syndicale, car la lecture d'un bulletin syndical se résume souvent à un long monologue de la tendance majoritaire; même les comptes rendus des conseil syndicaux réduisent à leur plus simple expression les interventions des autres tendances.

Nous refusons de siéger en tant qu'élus à ces conseils syndicaux, MAIS comme TOUT syndiqué nous pouvons toujours y assister et INTERVENIR. Depuis des années nous demandons que les dates et ordres du jour soient portés à la connaissance de TOUS. Evidemment, si cela s'était fait, les NON-TITULAIRES n'auraient peut-être pas eu à attendre la grève de la Mayenne, puis la grève S.G.E.N.-E.E., pour voir enfin le S.N.I. 44 sonner l'ALERTE... Hélas! hélas! REMPLAÇANTS, ce n'était qu'un meeting et une gentille manif pour sensibiliser les enseignants sur le problème. Ne doutons pas qu'ils aient été sensibilisés, ENFIN, par les longs discours des représentants de chaque syndicat appelant à ce meeting unitaire et pour en arriver là, il faut QUATORZE réunions préparatoires...)

Pourquoi ne fait-on pas un conseil syndical sur les rapports hiérarchiques INSPECTEUR-INSPECTÉ? A-t-on peur que de nombreux syndiqués soient présents (s'ils sont prévenus) et exigent une action qui ferait perdre à la F.E.N. un de ses plus beaux fleurons: le syndicat des inspecteurs (S.N.I.D.E.N. pour les intimes...).

A BAS LA HIÉRARCHIE! Pour l'UNITÉ, l'INDEPENDANCE, la DÉMOCRATIE, l'ACTION, donc POUR LE SYNDICAT AUX SYNDIQUÉS VOTES E.E. L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE.

Pour tous renseignements et injures: Jean GRAIGNIC, la Gendronnerie, 44990 SAINT-AIGNAN de GRAND-LIEU.

Ce texte se passe de commentaire. Ajoutons encore que le 15 mai dernier, lors de la grève générale de la F.E.N. contre l'auxiliariat, le groupe E.E. de Loire-Atlantique scandait à l'adresse du secrétaire de la F.E.N. (tendance U.I.D.), nommément désigné: "on aura ta peau!", ou chantait sur l'air des morpions: "les syndicats nous emmerdent ...". Quand l'affrontement faillit se produire entre leur groupe adossé au Rectorat et la tête de la manifestation qui s'avancait, les anarcho-syndicalistes du groupe Pelloutier se trouvaient sous la banderole du SNI et de la F.E.N. Ils s'en honorent.

Ce n'est pas à l'égard des censeurs avertis de l'ASRAS que nous relatons ces faits, mais de camarades qui pourraient ne pas bien comprendre pourquoi nous ne sommes plus à l'E.E. L'honnêteté oblige à admettre que tous les groupes E .E. n'en sont peut-être pas réduits là; l'honnêteté oblige aussi à reconnaître que la tendance nationale *Ecole Emancipée* n'a jamais désavoué ces actions commises en son nom!

Pourtant, loin de renoncer à assumer des responsabilités nationales, la tendance *Ecole Emancipée* vient de se comporter comme un véritable mini-syndicat dans une série d'actions où elle appelait, en dehors de la F.E.N., à des manifestations concernant l'auxiliariat, conjointement avec le S.G.E.N. (Syndicat des Enseignants C.F.D.T.). Nous ne reviendrons pas sur le caractère de cette opération qui, réunissant même des enseignants "privés" dont on voit mal comment ils peuvent réclamer leur titularisation dans le cadre de la Fonction Publique, avait pour objectif le plus clair le dénigrement de la F.E.N.

En réalité, il semble bien que lorsqu'il s'agit de manifester une opposition à certaines directions syndicales, l'ASRAS soit beaucoup plus tolérante au sujet des alliances. Comme nous le faisons déjà remarquer en

71, l'ASRAS ne nous chercherait pas querelle si nous participions à un *"travail organique"* de tendance avec les trotskystes de la Ligue Communiste qui cohabitent à l'E.E. De même, lors du dernier congrès confédéral F.O, l'ASRAS ne vit pas d'inconvénient à ce que ses propres militants, Prévotel et Salamero, signent un texte avec A. Hébert, en compagnie de ... P .Lambert en personne.

La condamnation que nous porte l'ASRAS semble incohérente parce que, derrière des formules péremptoires, elle évite d'aborder les problèmes d'orientation qui pour nous, comme pour eux, déterminent les alliances.

Notre orientation à la F.E.N. repose sur une orientation que nous exprimons succinctement mais clairement dans le texte incriminé par l'ASRAS:

- défense du statut de l'Ecole Laïque (par conséquent lutte contre la politique scolaire gouvernementale)
- défense du statut de la Fonction Publique (par conséquent lutte contre l'auxiliarat);
- défense de l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat et de l'entreprise (par conséquent lutte contre les thèses de la planification démocratique et de l'autogestion).

La lecture de *"Solidarité Ouvrière"* explique suffisamment que l'évolution prévisible de l'ASRAS s'est confirmée au point qu'elle devait aboutir à notre excommunication.

On lit textuellement dans la numéro de janvier 73, rendant compte du congrès C.F.D.T. des Hauts-de-Seine:

"Le 35ème congrès confédéral en se prononçant pour un syndicalisme de masse et de classe a engagé la C.F.D.T. vers un projet socialiste basé sur l'autogestion, la planification démocratique, la propriété sociale des moyens de production et d'échanges ..."

et pour conclure:

"Le rôle des anarcho-syndicalistes n'est pas et n'a pas été de faire voter des textes encore plus explicites, mais de favoriser au maximum la participation des sections à la définition de la politique de l'U.D. ... L'animation des S.S.E. et des U.L. est une tâche prioritaire pour le courant anarcho-syndicaliste".

Il ne s'agit pas d'une extrapolation, on peut lire tout l'article. Les militants de l'ASRAS ne sont pas *"à la C.F.D.T."*, ils sont *"la C.F.D.T."*. C'est pourquoi, aucune manifestation des "anarcho-syndicalistes" de l'ASRAS n'est apparue au cours du 36ème congrès qui vient d'avoir lieu. Il est vain dans ces conditions d'entamer avec eux des débats, il nous suffit d'avoir à combattre E.Maire.

Quant à nous, convaincus de la nécessité d'un large regroupement sur le terrain de la lutte des classes, nous continuerons à proposer aux travailleurs de diverses opinions politiques et philosophiques les bases d'un courant qui s'opposera inéluctablement au front des néo-socialistes auto-gestionnaires dont la mission est la destruction des organisations ouvrières. Il est bien évident que ce courant ne sera pas l'isolement d'un ghetto réunissant anarcho-syndicalistes et trotskystes. Nous, qui revendiquons l'héritage de F. Pelloutier et des pionniers de la 1ère C.G.T., avons d'autres aspirations. Il semble bien que d'autres que l'ASRAS l'aient compris.

Serge MAHE.
